

**Research Article**

This article is published by  
JAH, *Journal of Arts and  
Humanities*, Volume 7, N. 1,  
Feb., 2023

ISSN: 2710-3013 (Print)

ISSN: 2788-6360 (Online)

This article is distributed under  
a Creative Common Attribution  
(CC-BY NC-SA) 4.0  
International License.

**Article detail**

Received: Dec. 20, 2022

Accepted: March 15<sup>th</sup> 2023

Published: June 2023

Conflict of Interest: The  
author/s declared no conflict of  
interest.



# Inondations et résilience des populations des abords sud de la vallée du Logone, XX<sup>ème</sup>-début XXI<sup>ème</sup> siècles

By

**Fidessou Sylvestre**

Département d'Histoire,  
École Normale Supérieure  
Université de Bamenda-Cameroun,  
(+237) 699421877

Email: [fidessyl@yahoo.fr](mailto:fidessyl@yahoo.fr)

## RÉSUMÉ

De multiples crises environnementales ont émaillé les activités socio-économiques et culturelles des peuples. Ces crises ne sont pas un phénomène nouveau ; elles ont existé des décennies, voire des siècles durant. Au rang de ces dernières, les inondations relèvent de celles qui n'épargnent aucun continent. Plusieurs facteurs sont à l'origine de ces inondations. Dans la vallée du Logone, il n'est pas un fait nouveau. Toutefois, depuis la deuxième moitié du XX<sup>ème</sup> siècle jusqu'au début du XXI<sup>ème</sup> siècle, elles ont été plus ou moins récurrentes dans cette partie du bassin du lac Tchad. Elles ont causé de nombreux dégâts dont de nombreux sans abris, des pertes en vies humaines et animales, mais surtout la destruction de plantations et réserves alimentaires stockées dans les greniers. Face à ces inondations qui, de plus en plus s'avèrent régulières et répétitives ces dernières décennies, la présente étude se donne de comprendre quels sont les stratégies de survie et les moyens mis en place par les populations victimes pour endiguer ces crises qui, lorsqu'elles surviennent sont sans pitié. Basée pour l'essentiel sur les données empiriques et documentaires, l'étude révèle que malgré la résurgence et la récurrence des inondations, les populations des



abords sud de la vallée du Logone ont eu à adopter les déplacements internes et travaux communautaires comme stratégies locales de lutte contre les inondations. Toutefois, ces techniques sont utilisées comme méthodes complémentaires aux efforts de construction et de réaménagement des digues et des canaux d'évacuation exécutés par les pouvoirs publics.

**Mots-clés :** *Adaptation, abords sud du Logone, bassin du lac Tchad, crises environnementales, stratégies de survie.*

### ABSTRACT

*Multiple environmental crises have punctuated the socio-economic and cultural activities of peoples. These crises are not a new phenomenon; they have existed for decades, even centuries. Among the latter, floods are those that spare no continent. Several factors are responsible for these floods. In the Logone valley, they are not a new phenomenon. However, from the second half of the 20<sup>th</sup> century until the beginning of the 21<sup>st</sup> century, they have been more or less regular in this part of the Lake Chad basin. They caused a lot of damage, including many homeless people, loss of human and animal life, but above all the destruction of plantations and food reserves stored in attics. Faced with these floods, which have become more and more regular and repetitive in recent decades, the present study seeks to understand what are the survival strategies and the means put in place by the victim populations to stem these crises which, when they arise are merciless. Based mainly on empirical and documentary data, the study reveals that despite the resurgence and recurrence of floods, the populations of the southern outskirts of the Logone valley have had to adopt internal displacements and community work as local strategies against floods. However, these techniques are used as complementary methods to the construction and rehabilitation efforts of dykes and drainage canals executed by public administration.*

**Keywords:** Adaptation, environmental crises, Lake Chad basin, southern outskirts of the Logone, survival strategies.

## 1. INTRODUCTION

Les catastrophes naturelles ont souvent eu cours dans tous les quatre coins du monde. En Afrique, surtout au sud du Sahara, leur existence est une donnée historique non négligeable étant donné qu'elles sévissent d'année en année. Toutefois, elles sont de divers ordres bien que les plus récurrentes soient la sécheresse, la désertification et les inondations. Face à ces crises environnementales, les organisations humanitaires et internationales s'activent pour la recherche de solutions. Voilà pourquoi, dans certains de leurs rapports de terrain, elles relèvent que les catastrophes continuent à causer de sérieux dommages aux nations et communautés d'Afrique. Rien qu'en 2012, plus de 37 millions de personnes dans la région ont directement subi les effets dévastateurs des

147 catastrophes, au total, enregistrées sur l'ensemble du Continent. Les catastrophes survenues en 2011 ont coûté la vie, la santé, les moyens de subsistance ou les maisons à 31,5 millions de personnes. À elle seule, la sécheresse porte la responsabilité de plus de 90% de victimes au courant de ces deux années (EM-DAT, 2013). La Banque Mondiale s'est tout le temps déployée dans le monde entier afin d'analyser les catastrophes naturelles et d'y trouver de solutions. Tout autant, selon elle, les pays à faible revenu souffrent cependant de façon disproportionnée des aléas naturels et sont ceux qui profitent le moins de la création de richesse provenant de la mondialisation économique. En Afrique en particulier, différentes sortes de vulnérabilités ont le potentiel de transformer des aléas mineurs en des catastrophes majeures (Groupe de la Banque Mondiale, 2016 : 5). Depuis 1970, plus de 2000 catastrophes ont frappé l'Afrique, dont un peu moins de la moitié ces dix dernières années (World Bank Group, 2020 : 2).

Toutefois, particulièrement en Afrique subsaharienne, les catastrophes naturelles au rang desquelles les inondations, ont de façon régulière affecté les modes de vie des populations et leurs économies. À ce sujet, l'on peut encore évoquer la Banque Mondiale qui, dans ses travaux, relève que le climat est impliqué dans la plupart des chocs qui maintiennent les ménages africains dans la pauvreté ou les y font basculer. Il s'agit entre autres de catastrophes naturelles (pertes d'actifs ou invalidité après des inondations), de chocs sanitaires (dépenses de santé, pertes de revenus du travail à la suite d'un épisode de paludisme, etc.), de pertes de récoltes (en raison de périodes de sécheresse ou de maladies des cultures) et de flambées des prix des denrées alimentaires. Le problème est particulièrement flagrant en Afrique subsaharienne où les chocs climatiques –sécheresse, inondations ou ondes de tempêtes– ravagent d'ores et déjà le continent, acculant les populations à la misère ou entravant leurs efforts pour en sortir (The World Bank, 2015 : 3). Cette situation décrite de l'Afrique subsaharienne est bien celle que vivent les populations du bassin du lac Tchad en général et celles des abords sud de la vallée du Logone en particulier face aux effets des inondations qui, depuis les années 1970 ont été récurrentes dans la région. Ici, ces



---

inondations ont causé des dégâts innombrables au fil des ans bien que les populations aient fait preuve de résilience.

Les causalités d'un tel phénomène qui reste récurrent dans cette vallée sont de plusieurs ordres. D'une part, elles sont d'ordre naturel et d'autre part, elles sont d'ordre anthropique. C'est ce qui ressort également des propos de Michaël Gonzva, Mireia Balsells, Bruno Barroca (2016 : 201) pour qui :

La perspective d'un changement climatique combinée à la concentration des biens et des personnes en milieu urbain [autant bien que rural] laisse présager des événements dévastateurs pour les années à venir. Les changements climatiques semblent de surcroît avoir un rôle amplificateur sur les risques « naturels » qui doivent alors être réexaminés en fonction de cette nouvelle donne climatique. Parmi les risques liés aux conditions climatiques, le risque inondation apparaît comme l'un des plus fréquents et des plus catastrophiques.

Par ailleurs, le Fonds Monétaire International met l'accent sur les facteurs naturels qui sont à l'origine des catastrophes naturelles en général et les inondations en particulier. Ainsi, pour lui, l'Afrique subsaharienne est la région du monde la plus vulnérable aux changements climatiques. La hausse des températures, l'élévation du niveau de la mer et les anomalies pluviométriques augmentent la fréquence et l'intensité des catastrophes naturelles et modifient profondément la géographie de la région (Fonds Monétaire International, 2020 : 1).

Dans le présent travail, il est question de comprendre quels sont les stratégies de survie et les moyens d'adaptation mis en place par les populations des abords sud de la vallée du Logone pour contenir les inondations lorsqu'elles surviennent. L'analyse porte tout d'abord sur un aperçu des contours historiques et géo-environnementaux des abords sud de la vallée du Logone, ensuite sur les inondations majeures et leurs conséquences dans la vallée du Logone, puis sur la résilience des paysans aux inondations et enfin sur les apports des acteurs externes.



---

## 2. CONTOURS HISTORIQUES ET GÉO ENVIRONNEMENTAUX DES ABORDS SUD DE LA VALLÉE DU LOGONE

Les mouvements migratoires des peuples vers la vallée du Logone se sont faits pour la plupart par des vagues successives et ceci, partout dans le bassin du lac Tchad. Parmi les facteurs qui ont motivé ces mouvements migratoires vers cette région, existent en bonne place les atouts écologiques. Au-delà des multiples thèses qui sous-tendent ces migrations vers la vallée du Logone, l'environnement a joué un rôle prépondérant dans la mise en place des peuples Arabes Choa, Kotoko, Massa, Mousgoum, Moussey, etc. sur les abords sud du fleuve Logone. Toutefois, il est évident que le mouvement des hommes a toujours été motivé par les conditions écologiques (Fidessou, 2018 : 53). Cet atout du milieu naturel n'a pas que séduit les populations locales mais aussi les colonisateurs au XX<sup>ème</sup> siècle.

À cet effet, l'administration coloniale fut de même attirée par cette vallée inondable ; voilà pourquoi, l'étude historique du système colonial dans le développement de la vallée du Logone renvoie aussi tant bien que mal à la question du rôle et de l'implantation des sociétés de développement qui visaient principalement le développement économique et social des pays du Tiers-Monde et de l'Afrique en particulier. Dans le souci de développement de leurs colonies et territoires sous tutelle, les administrations coloniales ont implanté et créé de nombreux projets de développement. C'est ainsi que le Cameroun français sous l'impulsion de la métropole, a bénéficié des projets de construction des routes, des écoles, et de la création de plusieurs plantations. Dans la vallée du Logone fut introduite la culture du coton et du riz faisant suite à des aménagements du milieu naturel. Le lien entre ces grands aménagements et l'environnement n'est plus à démontrer comme le fait savoir Alain Beauvilain qui affirme au sujet de la vallée du Logone que, « le seul danger est alors une succession d'inondations déficitaires dues soit directement aux aléas climatiques, soit à des bouleversements écologiques liés à de grands aménagements » (Beauvilain, 1989 : 39). Les premiers essais de culture du coton dans la vallée du Logone remontent



à 1920 selon le Capitaine Delinguette et à 1924 selon le Lieutenant Vallin dans la subdivision de Yagoua (Beauvilain, 1989 : 243). À l'échelle industrielle, le coton a été finalement introduit dans les années 50 par la Compagnie Française pour le Développement des Textiles (CFDT) qui devait s'occuper de la commercialisation et de la transformation de la production. La culture du coton se développa entre les années 1950 et 1974 dans toute la région septentrionale. Elle connut des périodes d'expansion au détriment des cultures vivrières. Les meilleures terres lui étaient réservées (Beauvilain, 1989 : 245). Par contre, c'est en 1950 que le Service de l'Agriculture a créé la station rizicole de Pouss. Deux ans plus tard, c'est-à-dire en 1952, M. Dire E., membre de l'Assemblée Territoriale (Pahaï Jean, 1983 : 260) fonde à Toukou dans l'actuel arrondissement de Yagoua la Société Rizicole du Logone (SORILO), une société privée pour promouvoir également la culture du riz. C'est alors que la Société Agricole de Prévoyance de Yagoua s'équipe d'une rizière. Ces références faites aux essais de la culture de coton et du riz dans la vallée du Logone montrent à quel point la vallée inondable des abords sud du fleuve Logone a été sollicitée non seulement par les populations qui s'y sont implantées mais également par l'administration coloniale française pour l'exercice des activités agricoles à différentes échelles.

Par ailleurs, les abords sud de la vallée du Logone sont un ensemble constitué essentiellement d'une plaine alluviale où les terrains sont plats avec quelques petites dépressions qui ne sont que des surfaces ondulées d'alluvions. Le bassin du lac Tchad dans lequel la vallée du Logone est située est une zone à climat rude et irrégulier qui fragilise la stabilité des systèmes économiques et sociaux de ses peuples. Les risques d'érosions hydriques sont à cet effet réduits du fait de l'inexistence de fortes pentes. Les plaines s'inondent en saison de pluies et en période de crues (hautes eaux) par endroits et les bas-fonds demeurent longtemps engorgés d'eau. Ici, nous notons une grande présence des vertisols qui se retrouvent très souvent dans les zones inondables. Ils se caractérisent par leur richesse en matières organiques avec pas mal de difficultés à être mis en valeur en saison des pluies. Ces types de sols servent plutôt à la culture du sorgho en saison sèche et au maraîchage (Fidessou, 2018 : 87).



---

### 3. LES INONDATIONS MAJEURES ET LEURS CONSÉQUENCES DANS LA VALLÉE DU LOGONE

Dans le registre des crises environnementales qui sévissent le plus le quotidien des populations de la vallée du Logone, l'on compte les inondations qui, depuis la deuxième moitié du XX<sup>ème</sup> siècle sont devenues un cauchemar pour les populations des abords sud du Logone. C'est alors qu'en 1969 et 1970, il y a eu des phases d'inondations dans la vallée du Logone. Ces inondations ont affecté les villages du département du Mayo-Danay dont Wina, Datchéka, Guéré, Yagoua, vélé, Doreissou, Pouss, etc. Elles ont causé une famine dans ces localités, obligeant beaucoup de personnes du sud de Yagoua à quitter leurs villages.<sup>38</sup> Ces inondations ont aussi affecté les villages du département du Logone et Chari à savoir, Zina, Logone Birni, Goulfey, etc.

Toutefois, le début du XXI<sup>ème</sup> siècle a enregistré les inondations les plus spectaculaires de la région. Elles ont été parfois successives et répétitives depuis le début des deuxième et troisième décennies du XXI<sup>ème</sup> siècle. Ce fut le cas dans les années 2011, 2012, 2013 et 2020, 2021 et 2022. À cet effet, selon le rapport annuel d'activités de la Délégation Départementale du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) pour le Mayo-Danay de 2013, tous les 11 arrondissements du département ont été victimes de ces inondations (inondations de 2011, 2012 et 2013) surtout ceux riverains des zones humides (le Logone, le lac Guéré qui est le prolongement du lac Fianga au Tchad et le lac artificiel de Maga).<sup>39</sup>

Par ailleurs, ces inondations ont de tout temps fait perdre le sommeil aux populations victimes. À ce sujet, les rapports d'expertises des organisations internationales relèvent qu'au-delà des conséquences humaines et sociales des catastrophes, le bilan économique de ces catastrophes est également dévastateur. Les pertes annuelles entre 2001

<sup>38</sup> Archives de la délégation départementale du Ministère de l'agriculture et du développement rural du Mayo-Danay.

<sup>39</sup> Rapport annuel d'activités de la délégation départementale du Ministère de l'agriculture et du développement rural du Mayo-Danay 2013.



et 2010 en Afrique s'évaluent, en moyenne, à plus de 1 milliard de Dollars américains (EM-DAT, 2013). Les catastrophes freinent la croissance économique dans la région et détournent des ressources précieuses qui auraient dû être investies dans le développement. Elles perpétuent ainsi le cycle vicieux de la pauvreté et de la vulnérabilité (Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe : 10).

Ces inondations ont conduit à la destruction des cultures de saison de pluies (mil, riz, maïs, sésame, arachides, légumineuses, etc.). Elles ont détruit les habitations provoquant des centaines, voire des milliers de sans abri. Chaque année où il y a eu inondations dans la région, s'était ensuivie la famine chez les victimes. Le Fonds Monétaire International va dans le même sens et rapporte que les changements climatiques en Afrique subsaharienne sont particulièrement marqués, avec une intensification des extrêmes de température, des anomalies de précipitations et des catastrophes naturelles. Chaque année, ils sont responsables d'au moins 1.000 décès, touchant gravement 13 millions de personnes (blessés, sans abri, en situation d'insécurité alimentaire ou privés d'eau et d'installations sanitaires) et ont provoqué 520 millions de dollars de dommages économiques directs depuis le début du siècle (Fonds Monétaire International, 2020 : 4). Cependant, pour signifier le caractère répétitif et les dégâts que causent les inondations dans la vallée du Logone, Faidi Antoine affirme que :

C'est le cas du département du Mayo-Danay dont les populations riveraines du fleuve Logone sont fréquemment victimes des inondations qui constituent une menace permanente et supplémentaire pour ces populations qui luttent déjà pour maintenir leur sécurité alimentaire et leurs conditions de vie. La zone a enregistré de manière successive depuis 2008 des cas d'inondations affectant des milliers de familles dans les villages de Yagoua et Maga. Des pertes en vies humaines, d'habitations, des récoltes, d'animaux et autres biens sont des conséquences quasi impossibles qui ont accentué la vulnérabilité des populations sinistrées. À cela s'est ajouté au plan sanitaire le réveil de l'épidémie du choléra dans cette



---

région habituellement touchée par cette maladie (Faidi Antoine, 2016 : 1-2).

Le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe souligne le caractère réciproque des inondations et de la vulnérabilité des populations. Sur ce, il relève qu'en Afrique où l'insécurité alimentaire, la dégradation de l'environnement et la précarité de la santé humaine constituent un réseau de vulnérabilités interconnectées, même les risques de moindre envergure peuvent déclencher des catastrophes. Le changement climatique à l'échelle mondiale est en train de modifier le profil de certains risques dans la région et contribue à aggraver la vulnérabilité de nombreux moyens traditionnels de subsistance (Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe : 10). Il poursuit en mettant en relief les effets des facteurs anthropiques sur les risques d'inondations :

L'inondation survient principalement suite aux périodes de forte précipitation et a une conséquence inhérente des cyclones tropicaux et des vagues de tempête. Les causes contributrices provoquées par l'homme comprennent les dégradations des terres, la déforestation des zones d'agglomération ainsi que la planification inadéquate des plans d'occupation des terres. L'inondation peut être également le fait des décharges délibérées provenant des réservoirs fluviaux (Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe : 10).

Cette situation de fragilité des populations Africaines en général et de la vallée du Logone en particulier est consignée dans les rapports de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International. Ainsi, l'analyse des foyers par la Banque Mondiale confirme que les pays africains sont relativement à haut risque de mortalité suite à l'inondation et sont relativement à faible risque en termes de pertes économiques, en termes de valeurs absolues et en pourcentage du Produit Intérieur Brut (Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe : 25). Il faut également reconnaître que les différents aménagements hydro-agricoles réalisés dans ces abords sud de la vallée du Logone ne sont pas en marge des conséquences de ces inondations comme le souligne le



Fonds Monétaire International selon qui, les inondations et tempêtes, catastrophes naturelles les plus fréquentes en Afrique subsaharienne, endommagent gravement les infrastructures (Fonds Monétaire International, 2020 : 4). Nonobstant toutes ces conséquences des inondations sus-évoquées, les populations des abords sud de la vallée du Logone ont dû résister, se mobiliser et faire face aux nombreuses saisons d'inondations qui se sont succédées depuis le XX<sup>ème</sup> siècle jusqu'au début du XXI<sup>ème</sup> siècle.

#### **4. RÉSILIENCE DES PAYSANS DE LA VALLÉE DU LOGONE AUX INONDATIONS**

Depuis le milieu des années 2000, le concept de résilience véhicule une nouvelle manière d'analyser le risque. Selon ce concept, le risque est appliqué à différentes échelles spatiales et temporelles d'une part, et appréhendé de manière systémique, d'autre part. La résilience est ainsi vue comme la capacité d'un système à absorber le changement et à persister au-delà d'une perturbation. De plus, la notion de durabilité peut sembler sous-jacente au concept de résilience. En effet, si l'on considère que la résilience se traduit, dans la gestion des risques, par des actions de réduction des conséquences de perturbations naturelles, alors cette gestion des risques n'apparaît plus comme une contrainte uniquement, mais comme une opportunité pour un développement urbain durable (Gonzva, Balsells et Barroca, 2016 : 202). Le concept de résilience est ainsi devenu en quelques années un concept central de la gestion des risques, notamment dans les pays Anglo-Saxons. Cependant au moment où les collectivités territoriales tentent de mettre en place des dispositifs pour développer la résilience, les travaux à l'échelle territoriale (ville, bassin versant) sont rares. Or, les acteurs publics ont besoin de cette vision globale de leur système territorial. C'est pourquoi dorénavant, il est nécessaire de concevoir une approche systémique du risque, appliquée notamment à la ville (Serre, 2011 : 30).

Toutefois, le degré de résistance à un choc est la définition la plus simpliste de la résilience. Une définition plus élaborée, et peut être la plus citée dans la littérature sur le sujet, note que la résilience est la capacité d'un système, une communauté ou une société exposée aux



risques de résister, d'absorber, d'accueillir et de corriger les effets d'un danger, en temps opportun et de manière efficace, notamment par la préservation et la restauration de ses structures essentielles et de ses fonctions de base (Razafindrakoto, 2014 : 100). De cette définition du concept de résilience, il ressort clairement que les populations des abords sud de la vallée du Logone ont toujours essayé de faire valoir leurs savoir-faire afin d'endiguer les inondations qui, comme bien d'autres crises environnementales, ont contribué à modifier leurs modes de vie. Ces efforts consentis par les paysans de la vallée du Logone correspondent au point de vue de Rodrigue Feumba, expert en changement climatique qui trouve que: « la lutte contre les changements climatiques est locale. Le changement doit être fait à partir du bas c'est-à-dire, au niveau des mairies et des communautés à la base ». <sup>40</sup>

Au regard des crises environnementales et des mutations sociales qu'elles orchestrent sur le mode de vie des paysans, la résilience rurale se présente comme un moyen par lequel les milieux ruraux peuvent faire face à des chocs inattendus et atteindre la durabilité au fil du temps. Bien que plusieurs sinistrés et sans abris à la suite de ces inondations ont été contraints à des émigrations vers d'autres horizons soit à l'intérieur de la vallée du Logone ou soit vers d'autres bassins de production (pour la plupart) à l'instar de la plaine du Diamaré, de la vallée de la Bénoué et des plateaux de l'Adamaoua, il reste pour l'essentiel de mettre l'appui sur la résilience de l'ensemble de la population. C'est à ce titre que malgré les effets catastrophiques des inondations, les populations des abords sud de la vallée du Logone ont choisi dans leur grande majorité des stratégies d'adaptation en aménageant des digues et en creusant des lits d'évacuation du trop plein d'eau.

En dehors de ces efforts consentis par les populations de la vallée du Logone pour endiguer les inondations qui ont souvent mis à rude épreuve leur quotidien, il faut souligner l'appui des pouvoirs publics et

<sup>40</sup> La Voix Du Paysan, « Cameroun : La résilience des populations rurales aux changements climatiques préoccupe », 14 mai 2022, <https://www.lavoixdupaysan.net/cameroun-la-resilience-des-populations-rurales-aux-changements-climatiques-preoccupe/>, 12 octobre 2022, p. 2.



des Organisations de la Société Civile qui leur viennent en appui avec soit des études scientifiques et une technologie nécessaire, soit avec des appuis financiers et matériels de premières nécessités pour juguler ces inondations et apaiser leurs souffrances.

## **5. APPORTS DES ACTEURS EXTERNES (AGENTS TECHNIQUES) AUX INONDATIONS DANS LA VALLÉE DU LOGONE**

Face aux catastrophes naturelles de tous ordres et particulièrement les inondations, plusieurs acteurs externes interviennent pour pouvoir accompagner les communautés locales dans leurs efforts de résilience. Pour Aïssatou Diouf, responsable des politiques internationales et du plaidoyer au Sénégal, les questions d'adaptation devraient faire l'objet d'une forte sensibilisation dans les pays africains ; voilà pourquoi elle suggéra qu' « il est important d'impliquer les acteurs non étatiques telle la société civile dans l'accompagnement des communautés vers la résilience ». <sup>41</sup> Dans ce registre, les pouvoirs publics sont au premier rang des acteurs externes et les Organisations de la Société Civile (Organisations Non Gouvernementales, Groupes d'Initiative Commune et autres organisations diverses) constituent la trame des bienfaiteurs qui œuvrent aux côtés des communautés sinistrées. De ce fait, étant donné par exemple que les inondations de 2011, 2012 et 2013 ont fait plusieurs sans-abris et ont détruit plusieurs plantations dans la vallée du Logone, maintes actions ont été prises par les pouvoirs publics camerounais pour protéger les populations et éviter de pareilles catastrophes. Le gouvernement, par l'entremise du Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) a mis en place un cadre de collaboration et une convention relatifs à l'exécution des travaux d'urgence sur les berges du Logone et sur la digue de Maga (Fidessou, 2022 : 295).

<sup>41</sup> La Voix Du Paysan, « Cameroun : La résilience des populations rurales aux changements climatiques préoccupe », 14 mai 2022, <https://www.lavoixdupaysan.net/cameroun-la-resilience-des-populations-rurales-aux-changements-climatiques-preoccupe/>, 12 octobre 2022, p. 2.

---

Quant aux Organisations de la Société Civile (OSC), elles essayent tant bien que mal d'accompagner les communautés des abords sud de la vallée du Logone dans leurs efforts de résilience face aux inondations qui sont récurrentes ces dernières années. L'on peut conclure que ces OSC ont eu dans une mesure ou l'autre pour objectifs de promouvoir la restauration de l'écosystème, la promotion du développement des communautés riveraines, l'accompagnement des paysans dans leur résilience face aux crises environnementales (Fidessou, 2020 : 65).

Au regard de ces crises environnementales qui sévissent de façon régulière et de la mobilisation des différents acteurs qui tentent d'y apporter des solutions, la Banque Mondiale souligne qu'à l'avenir, les facteurs climatiques pèseront encore davantage sur les efforts de réduction de la pauvreté, et ce pour trois raisons. Premièrement, un certain degré de réchauffement de la planète avec les changements climatiques associés sont pratiquement inévitables. En raison des gaz à effet de serre déjà accumulés dans l'atmosphère, et indépendamment des résultats des négociations internationales visant à limiter ces émissions, le monde se dirige irrévocablement vers un réchauffement d'environ 1,5-1,75°C au-dessus des niveaux de l'ère préindustrielle. Cette moyenne mondiale masque un éventail plus large de hausses de température, plusieurs régions d'Afrique étant concernées par les hausses les plus élevées (The World Bank, 2015 : 3).

Pour ce faire, à l'image de ce qui se passe sous d'autres cieux comme à l'exemple de la France qui, au sujet de la ville résiliente, trouve que l'enjeu est bien d'augmenter la résilience des communautés existantes face aux inondations, mais aussi de concevoir les nouveaux systèmes ou les nouvelles villes/campagnes en considérant tous ces enjeux. Certains urbanistes prônent la transformation de l'inondation vécue comme un événement négatif en une opportunité. Il s'agit ici de concevoir des nouvelles communautés adaptées au risque d'inondation avec des quartiers/villages flottants ou construits en élévation selon le cas (Serre, 2011 : 14). Un exemple patent de modèle de résilience dans ce cas peut être le modèle du projet *FloodResilienCity* où plusieurs collectivités du Nord-Ouest de l'Europe s'associent afin de permettre une collaboration



transnationale face à la problématique de la gestion des risques d'inondation. Dans ce projet, la résilience rentre dans un cadre général qui s'appuie sur quatre ensembles d'activités thématiques, chacun avec des programmes d'actions détaillés, fondés sur « l'approche des 4-A » (voir fig. 1 ci-dessous) :



**Figure 1** : L'approche intégrée de gestion du risque inondation proposée dans le cadre du projet *FloodResilienCity*

**Source** : Serre Damien, 2013, « La ville résiliente aux inondations Méthodes et outils d'évaluation », L'Habilitation à Diriger des Recherches en Génie Urbain, Université Paris-Est, p. 20.

- *Awareness* : concerne l'alerte, la sensibilisation au risque et l'apprentissage ;
- *Avoidance* : pour éviter d'augmenter les risques lorsqu'ils sont faibles ou inexistant, par exemple par la planification urbaine ;
- *Alleviation* : réduire les risques par des mesures structurelles et non structurelles ;
- *Assistance* : concerne la conception de plan de secours, à la fois en temps de crise et en préparation à l'événement redouté » (Serre, 2011 : 20).

Plusieurs partenaires du développement de l'Afrique subsaharienne ont soutenu les efforts visant à renforcer la résilience aux catastrophes et au climat aux niveaux local, national et régional. En particulier, la Banque mondiale, l'Union européenne et plusieurs partenaires bilatéraux ont contribué à renforcer la résilience pour une croissance et un développement durables en Afrique subsaharienne grâce à des

engagements soutenus avec les gouvernements, les communautés économiques régionales, le secteur privé, la société civile, le monde universitaire et les institutions techniques (Banque Mondiale, 2021 : 3). Au demeurant, malgré tout ce déploiement et toutes ces formes d'assistance, les populations des abords sud de la vallée du Logone restent en proie aux inondations qui remettent en cause les efforts et les stratégies adoptés.

## 6. CONCLUSION

Au terme de cette étude qui portait sur la résilience des populations des abords sud de la vallée du Logone face aux effets des inondations au cours du XX<sup>ème</sup> siècle et du début du XXI<sup>ème</sup> siècle, il ressort que deux types de facteurs sont à l'origine de ces inondations à savoir : les facteurs naturels et les facteurs anthropiques. Aussi, ces inondations ont eu des conséquences néfastes sur le mode de vie et ont détruit les biens et matériels des populations riveraines contraignant certaines parmi elles à l'émigration vers d'autres zones soit à l'intérieur de ladite vallée du Logone, soit vers d'autres horizons avec en première ligne la plaine du Diamaré, la vallée de la Benoué et les plateaux de l'Adamaoua. Face à ces inondations plus ou moins successives et répétitives ces dernières décennies, les populations victimes ont pour l'essentiel mis en place des mesures endogènes pour endiguer ces inondations. N'ayant pas les moyens matériels, financiers et technologiques nécessaires pour faire face à de tels phénomènes qui sont complexes à gérer même par des États entiers, ces populations locales ont souvent été accompagnées dans leur résilience par les pouvoirs publics et les Organisations de la Société Civile. Ces derniers leur viennent en appui sur le plan technique, scientifique, financier et matériel. Cependant, au regard de la recrudescence de ces inondations dans la vallée du Logone, l'on est tenté de rejoindre le courant de pensées selon lequel l'adaptation désigne la capacité à s'ajuster à des « conditions environnementales changeantes » (perturbation lente et progressive), et, au regard du changement climatique à anticiper les impacts de ce phénomène d'origine anthropique. Ainsi donc, il faut rechercher des stratégies fondées sur l'adaptation au risque (qualifiée d'amélioration de la résilience) et celles


d'adaptation au changement climatique qui ont en commun d'atténuer les impacts néfastes liés à une perturbation (ici d'ordre climatique) et de tirer parti des opportunités. L'administration coloniale française, l'État camerounais indépendant et ses partenaires aussi bien que les acteurs de la Société Civile ont depuis le XX<sup>ème</sup> siècle accompagné les populations de la vallée du Logone dans l'aménagement du territoire et la lutte contre les inondations. Toutefois, ces efforts sont restés insuffisants étant donné que les inondations se reproduisent de temps en temps et même parfois très régulièrement ces deux dernières décennies. À tout le moins, pour juguler le phénomène d'inondations dans la vallée du Logone, il faut que l'État du Cameroun coalise ses efforts avec ceux de son voisin de la République du Tchad, voire de tous les États de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) ainsi que des organismes internationaux comme la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International, etc. pour mener des aménagements territoriaux conséquents des deux rives du fleuve Logone.

---

## FUNDING

This research paper received no internal or external funding.

## ORCID

**Fidessou Sylvestre**  <https://orcid.org/0000-0001-8366-4328>

*Author's name and surname*  <https://orcid.org/0000-0001-8366-4328>

## SOURCES ET RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

**Archives** de la délégation départementale du Ministère de l'agriculture et du développement rural du Mayo-Danay.

**Banque Mondiale** (2021). *Vers la résilience face aux catastrophes en Afrique subsaharienne: renforcer les capacités régionales de coordination, de planification et de conseil en matière de gestion des risques de catastrophe*, Washington, DC.

**Beauvilain A.** (1989). « Nord-Cameroun, crises et peuplement », Thèse de Doctorat ès Lettres et Sciences Humaines, Université de Rouen.

- 
- Bureau** des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe, *La prévention des risques de catastrophe en Afrique. Rapport de situation sur la réalisation des objectifs de la stratégie africaine et la mise en œuvre du cadre d'action de HYOGO*, [https://www.preventionweb.net/files/49455\\_africastatusreportfr.pdf](https://www.preventionweb.net/files/49455_africastatusreportfr.pdf).
- EM-DAT**: Base de données sur les catastrophes OFDA/CRED, [www.emdat.be](http://www.emdat.be)-Université Catholique de Louvain-Bruxelles-Belgique, Créé le: Jan-16-2013. - La version de données: v.12.07.
- Faidi A.** (2016). « Stratégies locales et gestion des inondations par les populations dans la vallée du Logone à Yagoua : Extrême Nord du Cameroun », *Les cahiers du CRIDE*, Nouvelle série, Vol. 12, n° 1.
- Fidessou, S.** (2018). « Crises environnementales et mutations du mode de vie des Massa de la vallée du Logone de l'Extrême-Nord Cameroun (1916-2013). Approche socio-historique », Thèse de Doctorat Ph.D d'Histoire, Université de Ngaoundéré.
- --. (2020). « Le rôle des Organisations de la Société Civile dans la recherche de solutions aux crises environnementales dans la vallée du Logone, 1990-2020 », *African Humanities Review. A Multi-Disciplinary Journal*, ISSN: 2413-5909, Vol. 6, N° 1 & 2, January & July 2020.
- --. (2022). « Projets de développement et aménagement des voies de communication dans la vallée du Logone de 1920 à 2019 », in Moussa II et C. T. Obama Belinga, *Voies de communication et espaces culturels en Afrique noire : hommage à Philippe Blaise Essomba*, Paris, L'Harmattan.
- Fonds** Monétaire International (2020). « S'adapter aux changements climatiques en Afrique subsaharienne », *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne*.
- Gonzva M., Balsells M. et Barroca B.** (2016). « Résilience de quartiers et systèmes de transport face à l'inondation Mobilisation de l'analyse fonctionnelle », in Florence Rudolf, *Les villes à la croisée des stratégies globales et locales des enjeux climatiques*, Presses de l'Université Laval, pp. 201-219, 978-2-7637-2874-2. ([hal-01676292](https://hal-01676292)).



- Groupe** de la Banque Mondiale, « Programme 'Renforcer les capacités de résilience face aux catastrophes en Afrique subsaharienne': Résultat 2, Rapport d'activité Août 2014 – Juin 2016 ».
- La Voix Du Paysan**, « Cameroun : La résilience des populations rurales aux changements climatiques préoccupe », 14 mai 2022, <https://www.lavoixdupaysan.net/cameroun-la-resilience-des-populations-rurales-aux-changements-climatiques-preoccupe/>, 12 octobre 2022.
- Pahaï J.** (1983). « Les paysans massa du Nord-Cameroun, société et économie rurale », Thèse de Doctorat 3<sup>e</sup> cycle de Géographie, Université de Yaoundé.
- Rapport** annuel d'activités de la délégation départementale du Ministère de l'agriculture et du développement rural du Mayo-Danay 2013.
- Razafindrakoto J. L.** (2014). « Résilience des habitations aux inondations en milieu urbain : le cas d'Andohatapenaka, un quartier de la ville d'Antananarivo », *Éthique et économique/Ethics and Economics*, 11 (1), <http://ethique-economique.net/>.
- Serre, D.** (2011). « La ville résiliente aux inondations Méthodes et outils d'évaluation », L'Habilitation à Diriger des Recherches en Génie Urbain, Université Paris–Est.
- The World Bank** (2015). *Accélérer un développement résilient au changement climatique et à faibles émissions de carbone : Business plan pour le climat en Afrique*, Washington, DC : La Banque mondiale Licence : Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO.
- World Bank Group**, « Striving Toward Disaster Resilient Development in Sub-Saharan Africa–Strategic Framework 2016-2020 ».